

Unité interdépartementale Nièvre-Yonne
Pôle risques accidentels
17 rue de la Plaine des Isles
89000 AUXERRE

Auxerre, le 15/11/2024

Rapport de l'inspection des installations classées

Visite d'inspection du 29/07/2024

Contexte et constats

publié sur  **GÉORISQUES**

YNOVAE

Zone industrielle
89100 Gron

Références : 240527

Code AIOT : 0024900066

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29/07/2024 dans l'établissement YNOVAE implanté Zone industrielle 89100 Gron.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- YNOVAE
- Zone industrielle 89100 Gron
- Code AIOT : 0024900066 Installation : Avec Titre ☒ Sans Titre ☐
- Régime : A
- Statut Seveso : NON SEVESO
- IED : Non IED

Présentation très succincte de l'AIOT et des installations contrôlées :

La société YNOVAE exploite sur le territoire de la commune de GRON des installations de stockage et de séchage de grains. Elle dispose également d'un bâtiment prévu pour le stockage d'engrais en vrac mais cette activité n'a pas été mise en service.

Attributs de l'inspection :

Risques accidentels (ATEX, Risque incendie)

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Risques accidentels
- Risques chroniques

2) Constats :

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...;

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative »;
- « Faits avec suite administrative » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription);
 - soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan des constats hors points de contrôle

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection (1)	Proposition de délais
6	Prévention de la pollution atmosphérique	Arrêté Préfectoral du 18/05/2005, article 16.2	Demande d'action corrective - Demande de justificatif à l'exploitant	2 Mois
7	Prévention et lutte contre le bruit et les vibrations	Arrêté Préfectoral du 18/05/2005, article 21.1	Demande d'action corrective - Demande de justificatif à l'exploitant	2 Mois
8	Sécurité	Arrêté Préfectoral du 18/05/2005, article 28.2	Demande d'action corrective - Demande de justificatif à l'exploitant	2 Mois
9	Sécurité	Arrêté Préfectoral du 18/05/2005, article 30.5.1	Demande de justificatif à l'exploitant	2 Mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation administrative des installations	Code de l'environnement du 24/09/2020, article R. 511-9	
2	Propreté des locaux – consignes	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article Art.13	
3	Matériel de nettoyage – dépoussiérage	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article Art.13	
4	Systèmes de dépoussiérage et de transport, manutention	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article Art.15	
5	Mesures de protection adaptées aux silos et aux produits	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article Art. 10	


2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats :

Le site est apparu propre et correctement exploité. Le personnel est formé aux aspects sécurité et environnementaux.


L'exploitant devra fournir aux services de l'inspection un certain nombre de documents liés au suivi de la sécurité des installations et au suivi environnemental de celles-ci.

2-4) Fiches de constats


N° 1 : Situation administrative des installations

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 24/09/2020, article R. 511-9	
Thème(s) : Situation administrative nomenclature	
Prescription contrôlée : Silos et installations de stockage, en vrac, de céréales, grains, produits alimentaires ou tout produit organique dégageant des poussières inflammables, y compris les stockages sous tente ou structure gonflable, à l'exception des installations relevant par ailleurs de la rubrique 1532 : 1. Silos plats : a) Si le volume total de stockage est supérieur à 15 000 m ³ - E b) Si le volume total de stockage est supérieur à 5 000 m ³ , mais inférieur ou égal à 15 000 m ³ - DC 2. Autres installations : a) Si le volume total des stockages est supérieur à 15 000 m ³ - A b) Si le volume total des stockages est supérieur à 5 000 m ³ mais inférieur ou égal à 15 000 m ³ - DC Les critères caractérisant les termes de «silo», «silo plat», «tente» et «structure gonflable» sont précisés par arrêtés ministériels.	
Constats : Les installations sont conformes aux prescriptions de l'arrêté d'autorisation d'exploiter. : <ul style="list-style-type: none">• 2160 : A - maximum 35000 T max : n'a pas évolué ;• 2910 : séchoir soumis désormais à DC• 4702 : engrais et phytosanitaires : le bâtiment existant est utilisé partiellement dans le cadre d'activité de stockage d'engrais et de phytosanitaires ; l'activité est plus importante lors de la période des moissons pour stocker les arrivages de grains en attente d'être stockés. L'exploitant conserve ce bâtiment pour une éventuelle réorganisation de ses activités.	
Respect de la prescription :	
Type de suites proposées : Sans suite	
Proposition de suites :	


N° 2 : Propreté des locaux – consignes

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article Art.13	
Thème(s) : Risques accidentels Empoussièrement	
Prescription contrôlée : Tous les silos ainsi que les bâtiments ou locaux occupés par du personnel sont débarrassés régulièrement des poussières recouvrant le sol, les parois, les chemins de câbles, les gaines, les canalisations, les appareils et les équipements et toutes les surfaces susceptibles d'en accumuler La fréquence des nettoyages est fixée sous la responsabilité de l'exploitant et précisée dans les procédures d'exploitation. Les dates de nettoyage doivent être indiquées sur un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.	
Constats : Lors de la visite a été consulté le registre des silos 1 & 2 : un nettoyage mensuelle voire bimensuelle est organisé et répertorié. Une procédure liée au nettoyage des locaux, de même qu'une procédure spécifique concernant l'utilisation du balai pour le dépoussièrement de certaines zones existent et ont été consultées lors de la visite. Lors de la visite, les sous-cellules et chaque étage sont apparus propres et exempts de poussières.	
Respect de la prescription :	
Type de suites proposées : Sans suite	
Proposition de suites :	

N° 3 : Matériel de nettoyage – dépoussiérage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article Art.13	
Thème(s) : Risques accidentels Empoussièrement	
Prescription contrôlée : Le nettoyage est réalisé à l'aide d'aspirateurs ou de centrales d'aspiration. Ces appareils doivent présenter les caractéristiques de sécurité nécessaires pour éviter l'incendie ou l'explosion. Le recours à d'autres dispositifs de nettoyage tels que balais ou d'air comprimé doit être exceptionnel et doit faire l'objet de consignes particulières.	
Constats : Le nettoyage est effectué par aspirateur sur central et fait l'objet d'une consigne particulière, tout comme le recours au balai pour les zones difficilement accessibles.	
Respect de la prescription :	
Type de suites proposées : Sans suite	
Proposition de suites :	

N° 4 : Systèmes de dépoussiérage et de transport, manutention

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article Art.15	
Thème(s) : Risques accidentels Empoussièrement	
Prescription contrôlée : Les installations de manutention sont asservies au système d'aspiration avec un double asservissement : elles ne démarrent que si le système d'aspiration est en fonctionnement, et, en cas d'arrêt du système d'aspiration, le circuit doit immédiatement passer en phase de vidange et s'arrêter une fois la vidange terminée, ou s'arrêter en cas d'arrêt du système d'aspiration, après une éventuelle temporisation adaptée à l'exploitation.	
Constats : Les installations de manutention du grain sont doublement asservies par le système d'aspiration des poussières. Le système d'aspiration continue de fonctionner environ une vingtaine de minutes après l'arrêt des opérations de manutention.	
Respect de la prescription :	

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites :

N° 5 : Mesures de protection adaptées aux silos et aux produits

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article Art. 10

Thème(s) : Risques accidentels Découplage et événements

Prescription contrôlée :

L'exploitant met en place les mesures de protection adaptées aux silos et aux produits permettant de limiter les effets d'une explosion et d'en empêcher sa propagation, sans préjudice des dispositions du Code du travail. Il assure le maintien dans le temps de leurs performances.

Dans le cas de présence de tiers tels que définis dans le premier alinéa de l'article 6 du présent arrêté, soit dans les distances d'éloignement forfaitairement définies à l'article 6 précité, soit dans les zones des effets létaux et irréversibles mises en évidence par l'étude de dangers, et dans le cas des silos portuaires, ces mesures de protection consistent :

- en des dispositifs de découplage qui doivent concerner la tour de manutention et les communications avec les espaces sur-cellules ou sous-cellules, ainsi que les communications entre ces espaces et les cellules de stockage ;
- et des moyens techniques permettant de limiter la pression liée à l'explosion dans les volumes découplés (dans la tour de manutention, les espaces sur-cellules et sous-cellules si la galerie est non enterrée) tels que des événements de décharge ou des parois soufflables, dimensionnés selon les normes en vigueur.

Si la configuration du site ne permet pas de mettre en œuvre ce découplage, un dispositif technique de protection d'efficacité équivalente permettant d'éviter la propagation des explosions, doit être mis en place.

Dans les silos existants, en cas d'impossibilité technique de mise en place des surfaces soufflables ou des événements dans des espaces sous-cellules et des tours de manutention en béton, les équipements présents dans les volumes non éventés (élévateurs, transporteurs, dépoussiéreurs, nettoyeurs, émotteurs, séparateurs, broyeurs, filtres, etc.) doivent au minimum :

- être rendus aussi étanches que possible et être équipés d'une aspiration (excepté pour les filtres), afin de limiter les émissions de poussières inflammables,
- et (excepté pour les transporteurs) : posséder des surfaces éventables ou être dimensionnés de façon à résister à l'explosion ou être équipés d'un dispositif de suppression de l'explosion; et/ou disposer d'un découplage permettant d'éviter que l'explosion ne se propage dans une canalisation ou par une alimentation ou disposer d'un dispositif d'isolation de l'explosion.

Pour les silos dont le dossier de demande d'autorisation est déposé après le 1^{er} juillet 2007, ces mesures de protection consistent également en des dispositifs de découplage entre cellules.

Dans le cas de l'absence de tiers ou présence de voies de communication moins fréquentées (moins de 2 000 véhicules par jour ou 30 trains de voyageurs par jour), dans les zones définies ci-dessus,

l'exploitant doit avoir fait la démonstration d'une maîtrise suffisante des risques d'explosion, et doit mettre en place les mesures appropriées à ces risques.

Constats :

Il n'y a pas de tiers à proximité, donc l'installation ne dispose pas de systèmes de découplage.

Des consignes de sécurité, réunions de sécurité avec les responsables de site tous les mois, REX sur accidents internes, formation en place, précurseurs d'explosifs...

Nombreuses procédures liées à l'auto-échauffement des produits stockés et aux actions à mener.

Cette année, au regard des aléas climatiques, campagne de mails rappelant les actions à mener pour prévenir tout risque d'auto-échauffement et de départ d'incendie.

Fiche d'inspection mensuelle mise en place avant les moissons. Fait un check-up de l'état des installations et permet de mettre en place des actions correctives le cas échéant.

Respect de la prescription :



Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites :

N° 6 : Prévention de la pollution atmosphérique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/05/2005, article 16.2

Thème(s) : Risques chroniques Valeurs limites de rejet

Prescription contrôlée :

Les rejets à l'atmosphère des installations listées ci-dessous doivent être faits dans les conditions suivantes :

Identification du rejet/Paramètres à contrôler/Concentration maximale en mg/Nm³/Fréquence des contrôles

Groupe de filtration n°1/poussières/30/Tous les 3 ans

Groupe de filtration n°1/poussières/30/Tous les 3 ans

Groupe de filtration n°1/poussières/30/Tous les 3 ans

Groupe de filtration n°1/poussières/30/Tous les 3 ans

Local de filtration de l'air usé du séchoir/NOx/150/Tous les 3 ans ; poussières/30/Tous les 3 ans

[...]

Constats :

5 groupes de filtration (filtre à manche) existent mais portent la même référence sauf pour celle du

séchoir à grain humide (petit silo).

Les dernières analyses datent du 15 janvier 2019. Les résultats sont conformes aux normes définies dans l'arrêté d'autorisation.

La dernière analyse aurait dû avoir lieu en 2022 mais n'a pas été réalisée. L'exploitant s'est engagé à fournir dans les meilleurs délais le dernier rapport de mesure et procéder à une campagne de mesure en 2024.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant devra fournir les résultats de la campagne de mesure de 2019 et commander une campagne d'analyses pour cette année. Il en fournira les résultats aux services de l'inspection dès réception.

Respect de la prescription :



Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective - Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 2 Mois

N° 7 : Prévention et lutte contre le bruit et les vibrations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/05/2005, article 21.1

Thème(s) : Risques chroniques Contrôles périodiques

Prescription contrôlée :

L'exploitant doit faire réaliser, à ses frais, à l'occasion de toute modification notable de ses installations ou de leurs conditions d'exploitation, et au minimum tous les 5 ans, une mesure d'émission sonore de son établissement par une personne ou un organisme qualifié choisi après accord de l'inspecteur des installations classées pour la protection de l'environnement. [...]

Constats :

Les dernières analyses de bruit datent du 15 janvier 2019 : les résultats sont conformes à la réglementation.

L'exploitant n'a pas réalisé d'analyses de bruit cette année (tous les 5 ans).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant devra fournir à l'inspection les résultats de la campagne de mesures de bruit de 2024.

Respect de la prescription :



Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites :	Demande d'action corrective - Demande de justificatif à l'exploitant	
Proposition de délais :	2	Mois

N° 8 : Sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/05/2005, article 28.2
Thème(s) : Risques accidentels Installations électriques
Prescription contrôlée :
<p>Installations électriques</p> <p>Les installations électriques doivent être conformes à la réglementation en vigueur et en particulier aux normes NFC 13 100, NFC 14 100 et NFC 15 100.</p> <p>De plus, l'exploitant doit définir sous sa propre responsabilité les zones où peuvent apparaître des atmosphères explosives au sens de l'arrêté ministériel du 31 mars 1980 relatif aux installations électriques des établissements réglementés au titre de la législation des installations classées.</p> <p>Dans ces zones, les installations électriques doivent être réduites à ce qui est strictement nécessaire aux besoins de l'exploitation et les sources d'éclairage inadaptées doivent être interdites.</p> <p>Les appareils, masses métalliques et parties conductrices exposés à de telles atmosphères (poussière combustibles, solvants, ...) doivent être mis à la terre et reliés par des liaisons équipotentielles. Les prises de terres des équipements électriques, masses métalliques et de l'installation extérieure de protection contre la foudre doivent être interconnectées et conformes aux normes en vigueur. Les caractéristiques de ces équipements sont périodiquement vérifiées.</p> <p>Les installations doivent être efficacement protégées contre les risques liés aux effets de l'électricité statique, des courants de circulation et de la foudre.</p> <p>Toutes les installations électriques doivent être entretenues en bon état et contrôlées après leur installation ou modification.</p> <p>Toute installation ou appareillage conditionnant la sécurité doit pouvoir être maintenu en service ou mis en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation électrique normale.</p> <p>Il est prévu une (alimentation électrique de secours). ou de remplacement. En cas de risque aggravé de défaillance de l'alimentation principale, en particulier résultant de conditions météorologiques extrêmes (risque de foudre, températures extrêmes, ...), l'exploitant s'assure pour le moins de la disponibilité immédiate de l'alimentation de secours.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le dernier rapport de vérification des installations électriques Q18 date d'octobre 2023 : il en ressort 5 non-conformités dont 2 récurrentes.</p> <p>Une enveloppe financière est prévue pour l'ensemble des sites d'YNOVAE pour la mise en conformité de ses sites. L'exploitant enverra un échéancier de mise en conformité de ses installations sous forme</p>

de tableau.

Une campagne de nettoyage de postes HT a été réalisée en octobre 2023 par l'entreprise Poulain : envoyer facture.

Un électricien va être embauché en interne pour la mise en conformité des installations électriques de silos exploités par YNOVAE

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant fera parvenir à l'inspection un échéancier de mise en conformité de ses installations électriques sous forme de tableau.

Il fournira également la facture concernant le nettoyage des postes HT réalisée en octobre 2023 par l'entreprise Poulain.

Respect de la prescription :



Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective - Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 2 Mois

N° 9 : Sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/05/2005, article 30.5.1

Thème(s) : Risques accidentels Moyens matériels

Prescription contrôlée :

L'établissement doit être doté au moins de :

- Extincteurs en quantité suffisante dans chaque installation
- La possibilité de disposer d'un débit d'eau d'extinction de 120 m³/h pendant 2 heures à moins de 200 mètres des stockages (céréales et engrais)
- 4 appareils respiratoires à cartouches filtrantes
- 2 lances auto-propulsives
- Des robinets d'incendie armés situés à proximité des issues et disposés de telle sorte qu'un incendie puisse être attaqué simultanément par 2 lances en directions opposées

Ces matériels doivent être accessibles et utilisables en toutes circonstances. Ils doivent être conformes aux normes en vigueur et compatibles avec les moyens de secours publics.

Constats :

La dernière vérification des extincteurs date du 13/11/2023 : le parc représente 79 extincteurs en bon

état, répartis sur le site et adaptés aux risques à combattre.

2 poteaux incendie sont situés des cotés opposés du site.

Il n'existe pas d'Appareils à Respiration Isolantes sur site suite à des discussions avec le SDIS qui recommande de ne pas intervenir sur les feux d'engrais : actuellement, pas de stockage en vrac d'engrais sur site.

Les installations ne disposent pas de lance auto-propulsive ni de RIA, alors que ceux-ci sont prévus par l'arrêté d'autorisation : l'exploitant se renseigne sur cette absence.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant devra fournir aux services de l'inspection les rapports de vérification de débit des poteaux incendie présents sur et à l'entrée du site.

L'exploitant devra fournir à l'inspection les raisons et arguments pour lesquels ses installations ne disposent pas de lance auto-propulsive ni de RIA, alors que ceux-ci sont prévus par l'arrêté d'autorisation.

Respect de la prescription :



Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 2 Mois